



## REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS COMMUNALES AUX ASSOCIATIONS LOCALES

### Article 1 - Contexte

La commune de Tignes, par l'attribution de subventions, a la volonté d'accompagner les associations en les aidant dans la réalisation de leurs projets et en soutenant leurs actions (sur le plan financier, logistique et technique).

Elle affirme ainsi une politique de soutien actif aux associations locales.

Elle s'est engagée dans une démarche de transparence vis-à-vis des associations bénéficiaires de subventions.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des subventions versées aux associations par la commune.

Il définit les conditions générales d'attribution et les modalités des subventions communales sauf dispositions particulières contraires prévues explicitement dans la délibération attributive.

Toute association sollicitant une subvention est tenue de respecter la procédure mise en place par la collectivité : délai, documents à remplir et à retourner.

Le respect de cette démarche facilitera le déroulement du traitement de chaque demande et de sa prise en compte par les élus de la commune.

### Les différents types de demande

Les subventions permettent d'apporter un soutien financier à des **activités d'intérêt général**. Les associations éligibles peuvent formuler deux types de demande :

- Les subventions annuelles de fonctionnement : Ce sont des aides financières de la commune à l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association dans les limites de son objet statutaire. Le montant est variable selon les critères d'attribution.
- Les subventions dites exceptionnelles : Ces subventions peuvent être demandées pour la réalisation d'un projet spécifique ou pour une opération particulière qui est projetée dans l'année et dont l'objet et le financement sont clairement identifiables. Ce sont donc des aides à des projets ponctuels en dehors de l'activité courante de l'association.

- Mise à disposition de locaux communaux ou gérés par des délégataires (Tignes Développement) considérée comme une contribution en nature ponctuelle. Se rapprocher pour toute demande du Pôle Bien Vivre à Tignes.

Ces deux types de subventions peuvent être cumulés pour une même association.

Toute demande d'attribution de subvention fera l'objet d'un examen préalable par la commission Jeunesse, Sport, Culture et Vie Associative.

La décision d'attribution fera l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

## **Article 2 – Conditions d'éligibilité**

L'attribution de subventions n'est pas une dépense obligatoire pour la commune.

Elle est soumise à la libre appréciation du Conseil Municipal.

Seule l'assemblée délibérante peut déclarer une association éligible ou pas.

La subvention est facultative, précaire et conditionnelle.

Pour être éligible, l'association doit :

- Être une association dite loi 1901 déclarée en Préfecture ou une coopérative scolaire,
- Disposer d'un numéro SIRET
- Avoir son siège social ou son activité principale au sein de la commune et/ou participer à son rayonnement et à la vie locale,
- Avoir présenté une demande conformément aux dispositions du présent règlement.

Il est rappelé que les associations à but politique ou religieux ne peuvent prétendre à une subvention d'une collectivité locale.

## **Article 3 – Conditions d'attribution**

Dans tous les cas, pour toute attribution de subvention il sera pris en considération :

Pour les demandes de subventions de fonctionnement :

- Le bilan moral et financier de l'association
- L'implication de l'association dans la vie locale
- Le nombre d'adhérents, dont les Tignards
- La mise à disposition, ponctuelle ou récurrente, d'un local et/ou de matériel et/ou de personnels communaux
- Les réserves propres de l'association
- Le recours à l'emploi salarié

Pour les demandes de subventions exceptionnelles :

La demande devra être motivée par :

- Un évènement ou une manifestation à destination des habitants et à des fins de développement de la vie économique.
- Un équipement ou un investissement.

La demande devra être distincte de la demande de subvention de fonctionnement.

#### **Article 4** – Critères d’attribution de subvention

La Commune de Tignes n’accorde des subventions qu’aux associations ayant un lien avec la commune. Selon le bénéficiaire, les critères pouvant être pris en compte sont, par exemple :

- Le nombre d’adhérents adultes
- Le nombre d’adhérents jeunes
- Le niveau sportif (pour les associations sportives)
- Le niveau d’encadrement
- La formation des encadrants
- La participation à la vie locale (Forum, Manifestations organisées...)
- Impact médiatique

#### **Article 5** – Nature des dépenses subventionnables

- Assiette des dépenses éligibles à la subvention annuelle de fonctionnement (liste non exhaustive) : Frais de personnel, frais de missions, charges à caractère général, achat de matériels et fournitures, frais de location en lien direct avec l’activité...
- Assiette des dépenses éligibles à la subvention dite exceptionnelle : location de matériel, frais de transport (personnes, matériel), frais de repas du (ou des) intervenant(s), cachet(s) d’artiste(s), rétributions d’intervenants extérieurs, frais de communication, matériel de sonorisation (location), scène (location), matériel d’éclairage (location)...

#### **Article 6** – La demande de subvention

Afin d’obtenir une subvention, l’association est tenue d’en faire la demande sur le formulaire spécifique établi par la Commune. Ce document est disponible sur le site Internet de la commune à l’adresse : [www.mairie-tignes.fr](http://www.mairie-tignes.fr)

Le dossier de demande de subvention (de fonctionnement et/ou exceptionnelle), accompagné des documents demandés (voir dossier de subvention), doit être déposé, sauf cas exceptionnel, au plus tard **le 15 décembre de l’année**, afin d’être pris en compte.

La fourniture d’un dossier complet et le respect du délai de dépôt conditionnent la recevabilité du dossier.

**Tout dossier incomplet ou déposé après la date ne pourra pas être traité.**

La commune se réserve la faculté d’exiger tout complément d’information ou toutes pièces justificatives au demandeur et rappelle que le budget doit être présenté en équilibre, que ce soit celui de l’association ou celui de l’opération projetée.

Chaque dépôt de dossier donne lieu à l’envoi d’un accusé de réception au porteur de projet. Celui-ci atteste que le dossier est complet et a été déposé dans les délais impartis. Il ne vaut pas notification de subvention.

Chaque demande devra être renouvelée chaque année.

### **Article 7- Attribution de la subvention**

La décision d'octroi d'une subvention relève du Conseil Municipal.

L'attribution de subvention donne lieu à une délibération particulière.

Pour toute subvention supérieure ou égale à 23 000 €, une convention annuelle d'objectifs et de moyens sera établie entre le bénéficiaire et la commune de Tignes.

Il est rappelé que l'association doit utiliser la subvention conformément à l'affectation prévue.

Dans le cadre de la subvention exceptionnelle le montant de la subvention est non révisable à la hausse, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel du projet. L'opération pour laquelle une subvention communale est attribuée doit être effectivement réalisée dans l'année concernée.

### **Article 8- Calendrier d'attribution de subventions**

- **Retrait des dossiers sur le site de la mairie de Tignes tout au long de l'année**
- **Avant le 15 décembre : Dépôt des dossiers complets**
- **A partir de février : Présentation des dossiers en commission**
- **En mars : Vote des subventions par le Conseil Municipal**
- **Versement des subventions avant le 30/04**

### **Article 9 – Notification de l'attribution ou du rejet de la subvention**

Un courrier de notification de la subvention est adressé au bénéficiaire, sous un mois après le vote de la subvention.

### **Article 10 - Versement de la subvention**

Les services procéderont au versement de la subvention par virement sur le compte bancaire de l'association après le vote du conseil municipal octroyant la subvention.

### **Article 11 - Les obligations administratives et comptables de l'association**

L'association ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle de la commune.

Le contrôle a pour but de juger du bon emploi de la subvention par rapport à l'objectif prévu.

Toute association qui a reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions est tenue de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

En particulier, pour les subventions exceptionnelles, le compte-rendu financier de l'action devra être retourné **dans les six mois** suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été accordée.

#### **Article 12- Reversement d'une subvention à un autre organisme**

Le reversement d'une subvention à un autre organisme est interdit, sauf autorisation expresse de la Commune.

#### **Article 13- Durée de validité des décisions**

La décision d'attribution de la décision prise par le Conseil municipal se rapporte uniquement à l'exercice pour laquelle la subvention a été demandée.

#### **Article 14- Mesures d'information au public**

Les associations bénéficiaires de subventions municipales doivent mettre en évidence par tous les moyens dont elles disposent, le concours financier de la commune.

#### **Article 15- Modification de l'association**

L'association s'engage à faire connaître au plus tôt, au service concerné, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettre à ce service les documents actualisés.

#### **Article 16- Respect du règlement**

L'absence totale ou partielle du respect des clauses du présent règlement pourra avoir pour conséquences :

- L'interruption de l'aide financière de la collectivité.
- Le reversement en totalité ou partie des sommes allouées.
- La non prise en compte des futures demandes présentées par l'association.

#### **Article 17- Litiges**

En cas de litiges, l'association et la commune s'engagent à rechercher une solution amiable.

Dans le cas contraire le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent pour régler tout litige lié à ce dossier.